

SMART CITY RIME AVEC GOUVERNANCE TRANSPARENTE ET PARTICIPATION CITOYENNE

Publié le 31 mai 2018



par Laetitia Theunis

Face à la démographie urbaine galopante (7 humains sur 10 vivront en ville en 2050), aux énormes défis sociaux et environnementaux ainsi qu'au raz-de-marée des nouvelles technologies, les villes sont poussées à se réinventer et à innover. Peu à peu, le concept de Smart Cities se fait un nom. Il se profile comme un outil utile, indispensable selon certains, de gestion du territoire.

À Liège, le [Smart City Institute](#) vient d'y consacrer une série de rencontres dans le cadre de son « [Smart Inspiration Day](#) ».

Du digital pour davantage d'humain

Mais une « Smart City », ou ville intelligente, qu'est-ce au juste ? Sur territoire rural ou urbain, elle représente un écosystème regroupant les gouvernements, les citoyens, les entreprises, les associations, les universités...

Cet écosystème s'engage dans un processus de transition durable dans les domaines de la croissance économique, du bien-être social et du respect des ressources naturelles. Pour atteindre les objectifs de durabilité, il a recours aux technologies.

L'idée est donc que le digital vienne au secours de la société pour la doter d'une vision plus

holistique et humaine. «La Smart City d'aujourd'hui est beaucoup plus centrée sur l'humain qu'il y a quelques années. Elle souhaite travailler avec l'ensemble des acteurs à l'aide des nouvelles technologies qui permettent de se rapprocher, de travailler à distance, en commun et de manière immédiate», explique Jonathan Desdemoustier, chercheur à HEC-ULiège.

Un baromètre Smart Cities 100 % wallon

Depuis trois ans, dans le cadre de sa thèse de doctorat, il étudie la gouvernance dans les Smart Cities ainsi que la compréhension et l'appropriation de ce concept. Il y a quelques semaines sortait [le baromètre 2018 des Smart Cities en Wallonie](#), fruit de ses travaux (la couverture de ce baromètre illustre le début de cet article).

Quelque 58 communes wallonnes, soit 22 % de leur totalité, ont répondu à son questionnaire. Cet échantillon est représentatif en termes de géographie provinciale et de la nature rurale versus urbaine de ces communes. Les résultats de ce baromètre sont dès lors généralisables à l'ensemble des communes wallonnes.

En e-gouvernance, le citoyen est sollicité

Lorsqu'une ville se lance dans un projet Smart City, le mot gouvernance est omniprésent. En quoi diffère-t-elle de la gouvernance classiquement à l'oeuvre depuis des lustres au sein de nos communes ? « La Smart City vise une gouvernance beaucoup plus ouverte, plus collaborative, tout en utilisant les nouvelles technologies. C'est une gouvernance transparente et davantage inclusive », explique le chercheur.

En Wallonie, les principes de cette nouvelle gouvernance – c'est-à-dire la nécessité d'un support politique, la mise en place de dynamiques d'acteurs, une administration plus transversale et l'implication citoyenne – sont considérés comme des prérequis indispensables au lancement d'une stratégie Smart City par près d'une commune sur 3 (28%). Ce taux grimpe en zone rurale où une commune sur 4 (38%) déclare impliquer les citoyens dans les démarches Smart City entreprises. « Cela démontre que plus la commune est grande, plus elle fait face à des défis limitant la participation active des communautés. »

Et Jonathan Desdemoustier de préciser: « évidemment, on ne peut pas consulter les citoyens sur tout. Néanmoins, on voit de plus en plus de plates-formes qui émergent pour demander leur avis sur la gestion de la commune, sur les projets à développer, sur les orientations à prendre, mais aussi pour faire en sorte qu'ils s'impliquent concrètement dans l'établissement de certains projets communaux. »

Astuce pour convaincre les réfractaires

Si certains citoyens répondent facilement aux sollicitations communales ; d'autres, la plupart en réalité, font la sourde oreille. **Jonathan Desdemoustier évoque la nécessité d'aller chercher l'avis du plus grand nombre et lance des pistes pour y parvenir.**

<http://dailyscience.be/NEW/wp-content/uploads/2018/05/Jonathan-Desdemoustiers-e-gouvernance-dans-les-smart-cities.mp3>

« On l'a vu dans notre baromètre qu'impliquer les différents acteurs dans les projets de Smart Cities reste un challenge pour les communes. Elles ne savent pas nécessairement par où procéder. La démarche est encore très récente par rapport à cette vision où l'élu politique décide et le peuple suit. Se muer en Smart City demande l'implication de l'ensemble des acteurs pour travailler ensemble sur le projet communal et le mettre en place. »

La Smart City utilisant la technologie pour rapprocher le citoyen du pouvoir communal, comment faire pour que la plus faible connexion ou les plus faibles moyens technologiques de certains

concitoyens ne soient pas un facteur d'exclusion ? C'est un autre challenge des Smart Cities. La solution pourrait venir de start-ups et d'associations qui planchent actuellement sur cette problématique globale.

Les actions en faveur de l'environnement ont la cote

Outre la gouvernance, les communes privilégient l'implémentation de projets autour des dimensions environnementales. Comme priorités dans leurs stratégies globales de Smart City, elles définissent des thématiques concrètes, visibles et exploitant les nouvelles technologies. Telles que l'optimisation énergétique et l'éclairage. Intelligent, bien évidemment.